

Lire :

« L'accession à la classe exceptionnelle du grade d'instituteur ou d'institutrice principal est subordonnée à l'obtention du diplôme d'aptitude professionnelle organisé par l'arrêté n° 115 du 8 mars 1941 ».

Le reste sans changement.

ART. 2. — L'article 8 de l'arrêté n° 298/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local secondaire de l'Enseignement est et demeure abrogé.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1947.

J. NOUTARY.

Approbation ministérielle notifiée par D.M. n° 5382 A/Pel/GF. du 29 janvier 1948.

ARRETE N° 772/P. du 31 octobre 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 299/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des aides-météorologistes;

Vu l'avis émis par l'Assemblée Représentative dans sa séance du 9 octobre 1947;

Le conseil privé entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 de l'arrêté n° 299/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des aides météorologistes est et demeure abrogé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1947.

J. NOUTARY.

Approbation ministérielle notifiée par D.M. n° 5382 A/Pel/GF. du 29 janvier 1948.

ARRETE N° 773 P. du 31 octobre 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 301/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des assistants de police;

Vu l'avis émis par l'Assemblée Représentative dans sa séance du 9 octobre 1947;

Le conseil privé entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté n° 301/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des assistants de police est et demeure abrogé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1947.

J. NOUTARY.

Approbation ministérielle notifiée par D.M. n° 5382 A/Pel/GF. du 29 janvier 1948.

ARRETE N° 774 P. du 31 octobre 1947.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu l'arrêté n° 303/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des transmissions;

Vu l'avis émis par l'Assemblée Représentative dans sa séance du 9 octobre 1947;

Le conseil privé entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 6 de l'arrêté n° 303/P. du 7 juin 1945 fixant le statut particulier du cadre local des transmissions est et demeure abrogé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 31 octobre 1947.

J. NOUTARY.

Approbation ministérielle notifiée par D.M. n° 5382 A/Pel/GF. du 29 janvier 1948.

Régime des déplacements — Indemnité horaire**ARRETE N° 114 P. du 5 février 1948.**

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
CROIX DE GUERRE — MÉDAILLE DE LA RÉSISTANCE,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 3 janvier 1946 portant réorganisation administrative du territoire du Togo et création d'assemblées représentatives;

Vu le décret du 3 juillet 1897 portant règlement sur le régime des déplacements et des passages du personnel colonial, ensemble tous les actes subséquents qui l'ont modifié ou complété;

Vu le décret du 2 mars 1910, portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, notamment son article 110 ter nouveau;